

ASSEMBLÉE NATIONALE

27 avril 2010

ENGAGEMENT NATIONAL POUR L'ENVIRONNEMENT - (n° 2449)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N° 20

présenté par

M. Léonard, Mme de La Raudière, M. Forissier et Mme Dalloz

ARTICLE 10

À l'alinéa 89, substituer aux mots :

« n'assurent pas la préservation ou »

les mots :

« ne prennent pas suffisamment en compte les enjeux relatifs à la préservation ou à ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Le présent projet de loi prévoit actuellement que le préfet pourra retarder la date à laquelle l'acte approuvant le plan local d'urbanisme deviendra exécutoire s'il estime que les dispositions de celui-ci n'assureront pas la préservation ou la remise en bon état des continuités écologiques.

En se référant aux autres dispositions du projet de loi, il apparaît que le plan local d'urbanisme n'aura pas pour fonction d'assurer la préservation ou la remise en bon état des continuités écologiques mais, au contraire, d'identifier les espaces nécessaires à cette préservation ou à cette remise en bon état. L'exposé des motifs du projet de loi, relatif à la trame verte, rappelle d'ailleurs que le choix d'identifier précisément la trame verte au plus près du terrain via les documents d'urbanisme n'imposera ipso facto aucun type de gestion particulière sur les espaces ainsi identifiés, laissant ainsi le champ à des procédures contractuelles.

Les plans locaux d'urbanisme auront donc pour fonction d'identifier les espaces concernés par la trame verte, non de fixer des règles de préservation ou de remise en bon état des continuités écologiques. Il est donc logique, dans ces conditions, que le préfet puisse seulement agir quand les dispositions d'un plan local d'urbanisme ne prendront pas suffisamment en compte les enjeux relatifs à la préservation ou à la remise en bon état des continuités écologiques, c'est-à-dire

lorsqu'elles ne seront pas suffisamment précises quant à l'identification des espaces nécessaires au respect de ces enjeux.